

L'INDICATEUR

41

Avril 2009

4^{ème} trimestre 2008

N° 49

LE CHÔMAGE EXPLOSE

Au cours du dernier trimestre 2008, malgré les effets conjugués des deux crises, financière et économique, le tissu économique **du Loir-et-Cher a fait montre d'une certaine résistance**. La création d'entreprise demeure vivace, y compris dans l'artisanat malmené au cours des trimestres précédents ; les chiffres d'affaires continuent à progresser, certes modérément ; l'investissement n'a subi qu'un repli modeste et la construction de locaux d'activité a recouvré quelques couleurs, grâce à la logistique ; les mises en chantier de logements individuels ont été particulièrement fournies.

Deux indicateurs sont franchement au rouge : le commerce international et le marché de l'emploi. La **contraction des exportations s'accélère**, creusant le déficit commercial du département. Pour l'heure, la **destruction de postes a concerné essentiellement les intérimaires**. En données corrigées des variations saisonnières, leurs rangs auraient brutalement fondu : **1 120 salariés de moins** au cours du trimestre.

Ce résultat est à mettre en parallèle avec le nombre de **demandeurs d'emploi supplémentaires** au cours du trimestre (en données corrigées lui aussi) : **environ 1 000 personnes**. L'augmentation est de presque **11 %** sur les trois mois, du jamais vu sans doute. Elle se traduit par une évolution annuelle de grande ampleur : en **2008** en données brutes, le chômage s'est **envolé de 18 %**. Les **jeunes** sont **particulièrement atteints**

par la contraction du marché (+ 28 %). L'intérim et les contrats courts sont très fréquemment pour eux un point de passage obligé. Les ouvriers paient également un lourd tribut et en particulier les plus qualifiés.

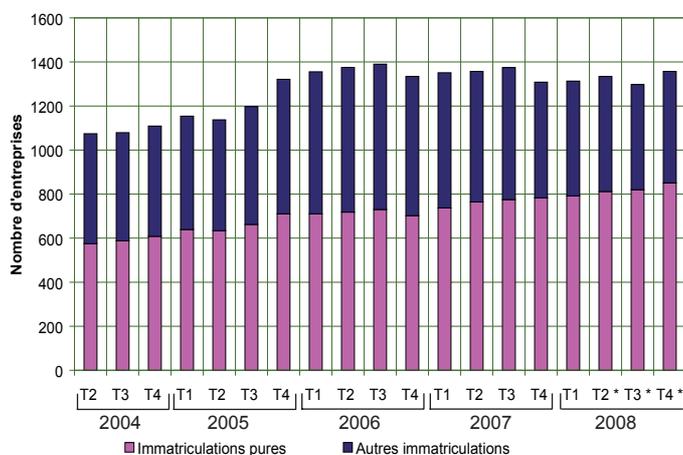
L'année 2009 s'annonce rude. Multiplication des entreprises recourant au chômage partiel, augmentation des dépôts de bilan, **l'économie départementale est aujourd'hui soumise à un régime sévère**. Outre les difficultés propres à la filière automobile, la crise financière a des répercussions sur l'octroi de crédits aux entreprises, qui peuvent se traduire par des mises en cessation de paiement (faute de trésorerie), voire des liquidations judiciaires. Les perspectives nationales d'évolution de l'activité ont été sérieusement revues à la baisse. Une **période cruciale va s'ouvrir pour le département**, lorsque les mesures de chômage partiel auront été épuisées. Les entreprises concernées pourraient alors procéder à de nombreux licenciements, faisant monter d'un cran supplémentaire le niveau du chômage.

Dans cette période troublée, certains fournisseurs de données font preuve d'une prudence accrue, ce qui retarde la livraison des informations. Rappelons que l'Observatoire a mis en ligne sur son site Internet un **tableau d'indicateurs conjoncturels** bénéficiant d'une mise à jour dès réception de nouvelles statistiques.



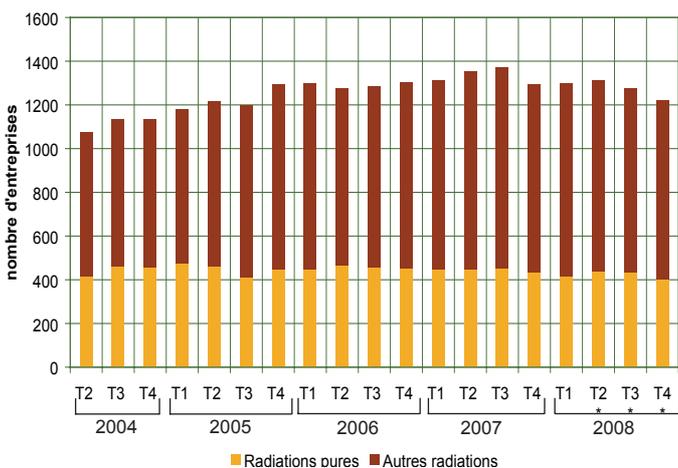
Démographie des entreprises

1 Créations d'entreprises industrielles et commerciales



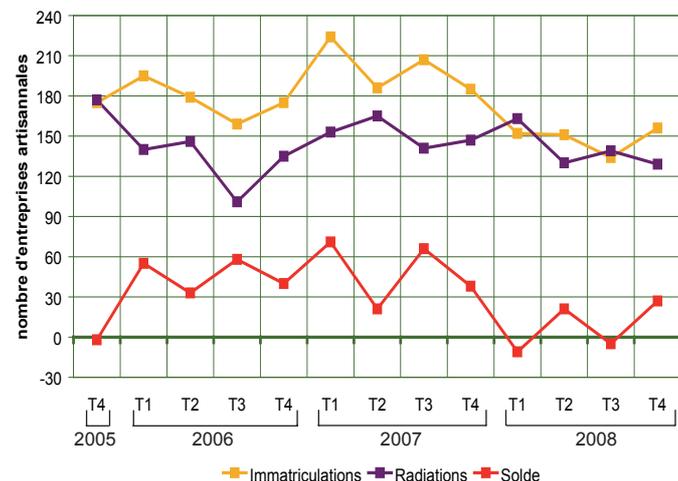
Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

2 Radiations d'entreprises industrielles et commerciales



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - *données provisoires

3 Mouvements des entreprises artisanales



Source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

La création d'entreprise résiste encore au dernier trimestre

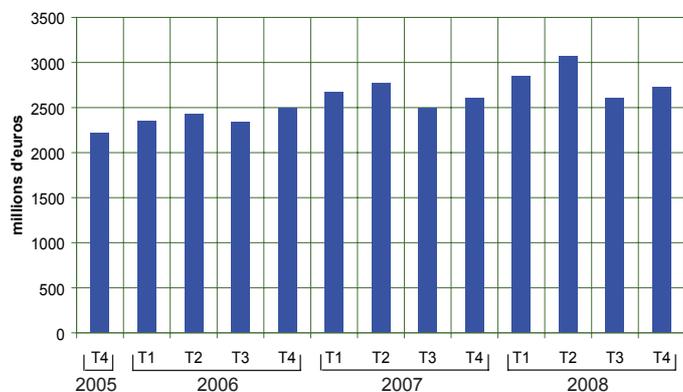
Selon les données provisoires de la CCI, la création d'entreprise n'aurait pas été encore particulièrement impactée par la crise au dernier trimestre : **198 immatriculations pures** **1** ont en effet été enregistrées, soit **une trentaine de plus** qu'entre octobre et décembre 2007. Sur **l'ensemble de l'année**, on atteindrait ainsi le total (probablement historique) de **851 créations**, ce qui représenterait une **progression de 68 unités** par rapport à 2007. Ce sont les services aux entreprises qui ont connu la plus forte dynamique (+ 45), devant la construction (+ 33) et les services collectifs (+ 23). En revanche, le commerce est en recul assez net (- 34) ; l'industrie apparaît également en perte de vitesse (- 9).

Le nombre des **radiations** **2**, encore très provisoire, semble montrer une tendance à la hausse. Le rythme des disparitions serait en particulier plus soutenu au dernier trimestre.

Durant l'automne, la Chambre de Métiers a enregistré **154 créations d'entreprises artisanales** **3**, ce qui constitue une rupture de la tendance à l'érosion constatée depuis le début de l'année (meilleur total trimestriel). En revanche, le niveau est assez sensiblement inférieur à celui de 2007 : 29 de moins qu'au 4^{ème} trimestre. Simultanément, les **disparitions** ont été **un peu moins nombreuses** (129, soit - 18 par rapport à l'automne 2007). Le **solde** est en conséquence **positif de 27 unités**. Le **bilan global pour 2008** laisse une impression mitigée : 593 immatriculations (209 de moins qu'en 2007) et 561 radiations (- 45), avec un solde positif de 32 unités. **L'affaiblissement de la dynamique créatrice** s'est fait ressentir avec une grande acuité dans le bâtiment (- 107), les services (- 43) et l'alimentation (- 40).

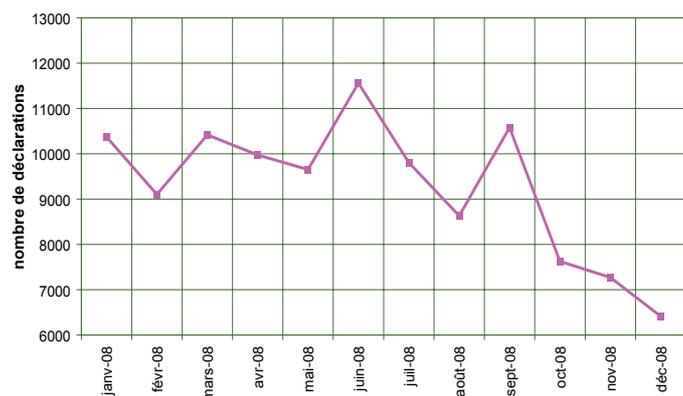
Activité économique

1 Chiffres d'affaires des entreprises



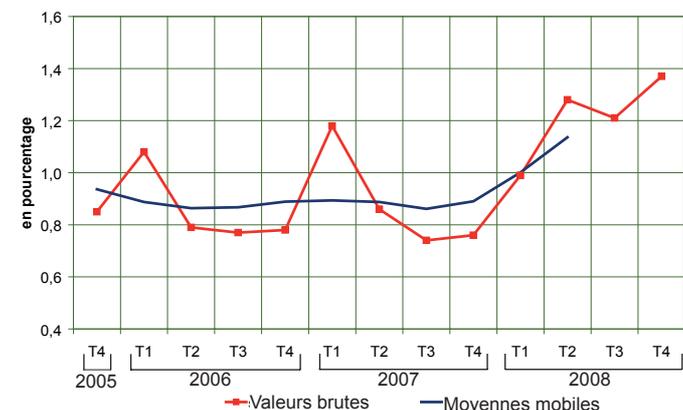
Source Direction des services fiscaux : chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 Recours au travail temporaire



Source Urssaf (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 Taux de reste à recouvrer des cotisations Urssaf



Source Urssaf - Services statistiques régionaux

L'activité est nettement moins dynamique qu'en début d'année

Après un creux estival particulièrement marqué, l'économie départementale s'est un peu reprise, sans retrouver cependant son niveau d'activité du 1^{er} semestre. Les services fiscaux font état d'un montant total des **chiffres d'affaires** **1** de 2,73 milliards d'euros. Il est **supérieur de 4,8 %** à celui de l'automne 2007, mais se situe bien en deçà du résultat du 2^{ème} trimestre (350 millions de moins environ). **Le cumul global pour 2008** s'établit à 11,26 milliards d'euros, soit **6,8 % de plus** qu'en 2007. Ce bilan est flatteur, compte tenu des événements survenus durant la deuxième partie de l'année et repose essentiellement sur la dynamique des premiers mois.

La mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités a entraîné la mise en place par l'URSSAF d'une **nouvelle série pour les déclarations d'embauche** **2**. Les données 2008 ne sont pas comparables aux précédentes. De surcroît, la saisonnalité propre à l'intérim¹ n'autorise pas de comparaison avec le 3^{ème} trimestre. Notons toutefois que **21 310 déclarations** ont été enregistrées entre octobre et décembre et qu'il s'agit du **plus faible total** de l'année. Par ailleurs, le nombre **d'embauches effectives** serait en **repli de 28 %** par rapport à l'automne 2007 et le total annuel serait inférieur de 10 %.

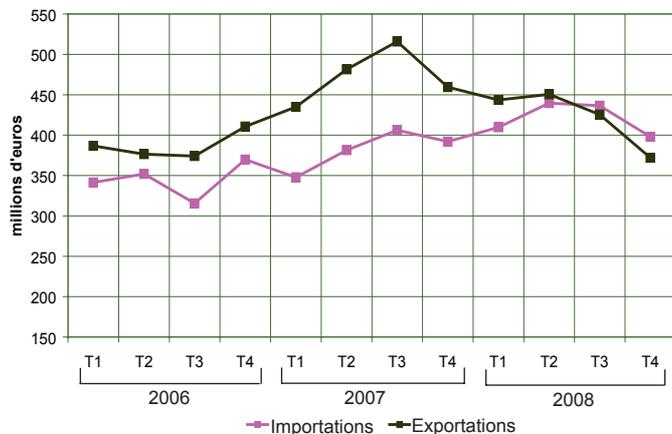
La **part des cotisations URSSAF restant dues à l'échéance** **3** continue à croître : **1,37 %** au 31 décembre, soit 0,61 point de plus qu'un an auparavant. Rappelons qu'une partie de cette évolution est imputable aux travailleurs indépendants². Néanmoins, l'impact de la crise se fait ressentir sur la trésorerie des entreprises. Ainsi, Le nombre des **demandes de délais** est **supérieur de 34 %** à celui du dernier trimestre 2007 mais surtout les **montants concernés** sont en **augmentation de 83 %**.

(1) La nouvelle série débute au 1er janvier 2008.

(2) A partir de janvier 2008, l'URSSAF a procédé à un élargissement des cotisations des travailleurs indépendants. Les retards de paiement sont fréquents chez ces derniers, entraînant une augmentation du taux de reste à recouvrer.

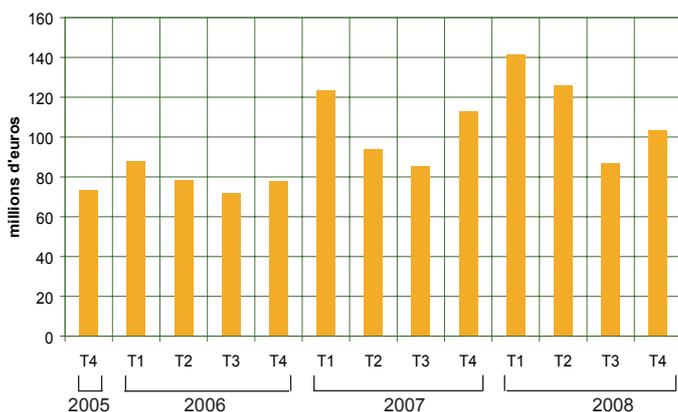
Activité économique

4 Commerce extérieur de produits industriels



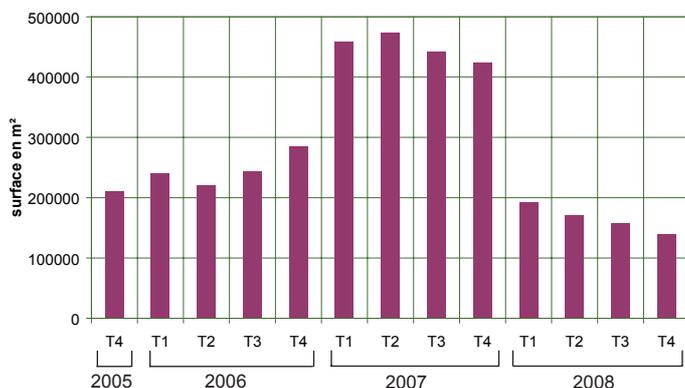
Source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 Investissements des entreprises



Source Direction des services fiscaux. Le montant des investissements est reconstruit à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 Locaux d'activités (constructions commencées*)



Source DRE - Fichier Sitadel

*Cumul glissant sur quatre trimestres

Les exportations continuent à diminuer rapidement

Le recul des exportations, déjà important durant l'été, s'est accéléré au cours du 4^{ème} trimestre. Leur volume s'est en effet établi à 372 M€ (4), en baisse de 12,6 % en trois mois ; cette évolution tranche nettement avec celle constatée au niveau régional (+ 0,2 %). Les exportations départementales affichent un repli encore plus marqué par rapport à l'automne 2007 : - 19 %. Pour l'ensemble de l'exercice 2008, le total accuse une baisse de 10,6 % sur celui de 2007 (- 0,4 % pour le Centre). Plusieurs branches ont été atteintes de plein fouet par la crise économique mondiale et en premier lieu les équipementiers automobiles dont les exportations se situent en retrait de 65 % par rapport à 2007. Après avoir résisté, la chimie-pharmacie-cosmétologie finit l'année dans le rouge (- 13 %). Sont également concernées les fabrications de machines et équipements (- 11 %), d'instruments de précision (- 12 %) et de matériel électrique (- 15 %). En revanche, les industries agroalimentaires ont réalisé une excellente performance (+ 44 %), de même que l'industrie du cuir (+ 16 %).

Les importations se sont repliées de 8,8 % entre octobre et décembre, à 378 M€. Elles sont très légèrement plus élevées que celles du 4^{ème} trimestre 2007 (+ 1,5 %). Le total annuel est d'ailleurs supérieur de 10,2 % à celui de 2007 (+ 0,1 % seulement en région Centre). Ce résultat d'ensemble, obtenu pour l'essentiel au cours du 1^{er} semestre, a été généré en grande partie par l'investissement des entreprises (machines et équipements : + 16 %, notamment).

Le déficit de la balance commerciale du Loir-et-Cher s'est creusé : - 26 M€. Au 31 décembre, le taux de couverture³ s'établit à 93 % dans le département (103 % pour la région).

L'investissement ne s'est pas effondré

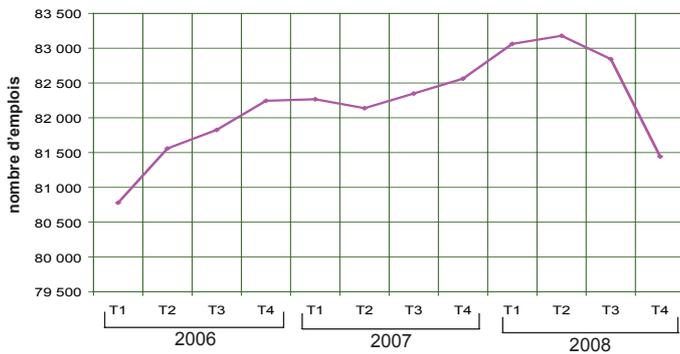
Les décisions d'investissement programmées en début d'année ont continué de produire leurs effets au 4^{ème} trimestre, malgré le très fort retournement conjoncturel. Les volumes ont ainsi encore atteint 103,4 millions d'euros (5). Ils sont en repli de 8,3 % par rapport à l'automne 2007 mais demeurent néanmoins à un bon niveau. Le cumul 2008 s'établit à 458 millions d'euros, en augmentation de 18,8 % sur 2007.

Après trois trimestres de très faible intensité, les mises en chantier de locaux destinés aux activités ont enregistré un volume tout-à-fait intéressant en fin d'année. Entre octobre et décembre, 62 176 m² de surfaces ont été lancés (6), contre moins de 30 000 au cours de chacun des deux précédents trimestres. La logistique se trouve une nouvelle fois à l'origine de cette évolution, accaparant la moitié de ces superficies ; l'industrie s'est également maintenue à un bon niveau. Le résultat global est toutefois inférieur de 22 % à celui de l'automne 2007. Le cumul 2008 (139 490 m²) apparaît d'ailleurs comme le plus faible des dix dernières années. Le contraste est saisissant avec le total 2007, qui est le plus élevé : - 67,2 %. Dans l'ensemble de la région, le repli atteint 19 %. Les perspectives s'avèrent meilleures que durant l'été, les surfaces autorisées apparaissant en nette progression dans le Loir-et-Cher comme dans le Centre.

(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

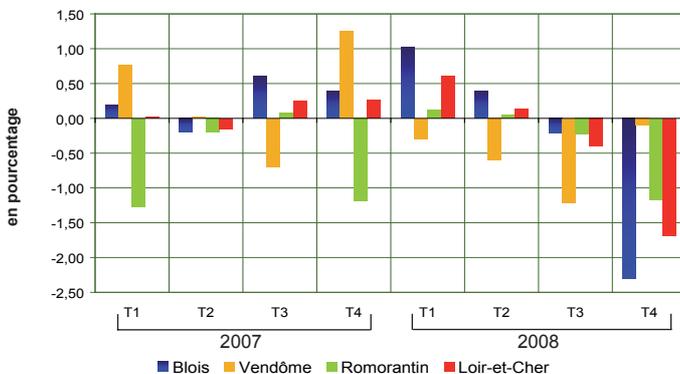
Emploi salarié

1 Evolution de l'emploi salarié en données CVS



Source Urssaf de Loir-et-Cher

2 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par zone d'emploi (en %)



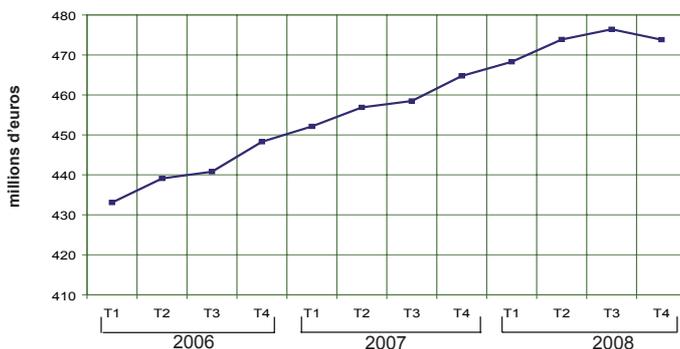
Source Urssaf de Loir-et-Cher

3 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par grand secteur (en %)



Source Urssaf de Loir-et-Cher

4 Evolution de la masse salariale en données CVS



Source Urssaf de Loir-et-Cher

Le recul de l'emploi salarié s'accélère⁴

Après un repli très modéré durant l'été, l'emploi salarié (secteur privé hors agriculture) a connu une **contraction beaucoup plus importante** au dernier trimestre. Selon les données corrigées des variations saisonnières de l'URSSAF, le **Loir-et-Cher aurait perdu 1 400 postes de travail en 3 mois (- 1,7 %)**. Au 31 décembre, il compterait **81 443 salariés, soit 1,4 % de moins qu'un an plus tôt** (correspondant à 1 120 emplois) **1**. Le résultat régional est sensiblement de même valeur (- 1,3 %) mais le débours est moindre pour l'ensemble du pays (- 0,4 %).

Le Bassin **Blois** semble le **plus touché**. Il aurait vu **disparaître plus de 1 200 emplois** durant l'automne (-2,3%) **2** le **Romorantinais perdrait environ 180 postes** (- 1,2 %), tandis que le **Vendômois limiterait son déficit** à une quinzaine de postes (- 0,1 %). Sur **l'ensemble de l'année, c'est pourtant ce dernier qui pâtirait le plus du retournement de conjoncture** (- 2,2 %), les deux autres arrondissements subissant un repli de 1,2 % environ.

La **crise économique** a frappé en premier lieu **certaines activités industrielles** et plus particulièrement les équipementiers automobiles. Elle s'est traduite immédiatement par la fin des contrats précaires. Ainsi les rangs des salariés **intérimaires 3** auraient **brutalement diminué de 1 400 unités, soit - 26 % en 3 mois**. Les **services** seraient **également touchés** (une soixantaine de postes en moins, soit 0,2 %). Les **autres secteurs** (en données corrigées, rappelons-le) **auraient au contraire créé des emplois**, une quarantaine dans l'industrie et la construction, 90 dans le commerce. Le **bilan global pour 2008** ferait paradoxalement apparaître un **gain net pour l'industrie de 730 postes (+ 3,1 %)** et de **170 pour le commerce (+ 1,3 %)**. Les effectifs n'auraient que très **peu varié dans la construction** (- 0,1 %). En revanche, les **pertes seraient lourdes dans les services⁵** (- 500, - 1,5 %) et surtout **l'intérim** (- 940, - 19 %).

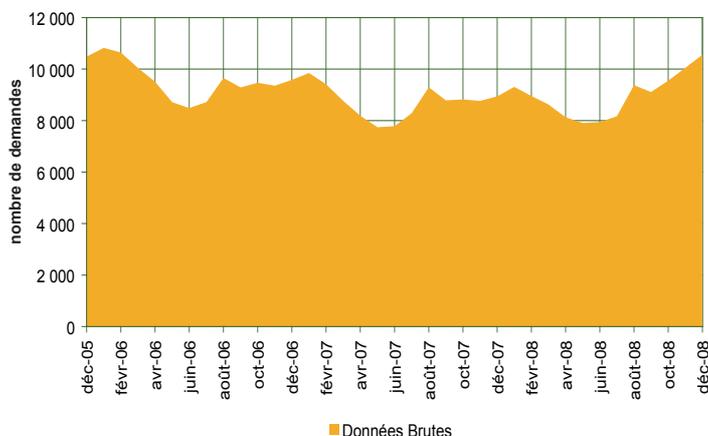
Le recul de l'emploi commence à faire sentir ses effets sur la **masse salariale 4** des **entreprises du secteur concurrentiel** du département. Elle aurait en effet **diminué de 0,5 %** au cours du 4^{ème} trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. En **2008, l'évolution demeurerait légèrement positive, + 2,0 %**. Elle se situe entre les moyennes **régionale (+ 1,5 %)** et **nationale (+ 2,8 %)**.

(4) Rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte la fonction publique d'Etat et le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

(5) Hors intérim.

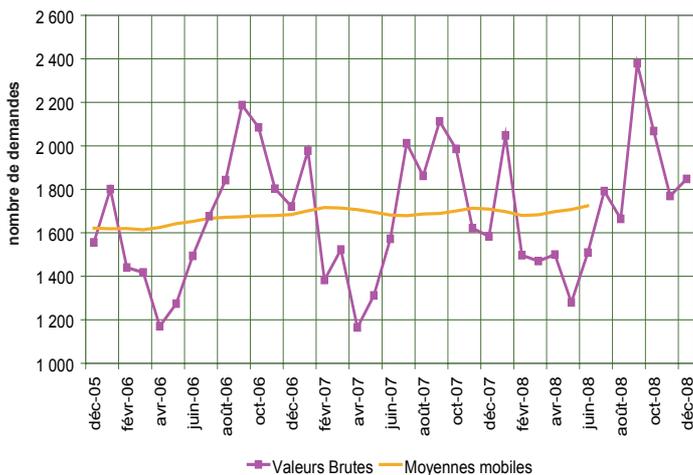
Emploi et marché du travail

1 Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)



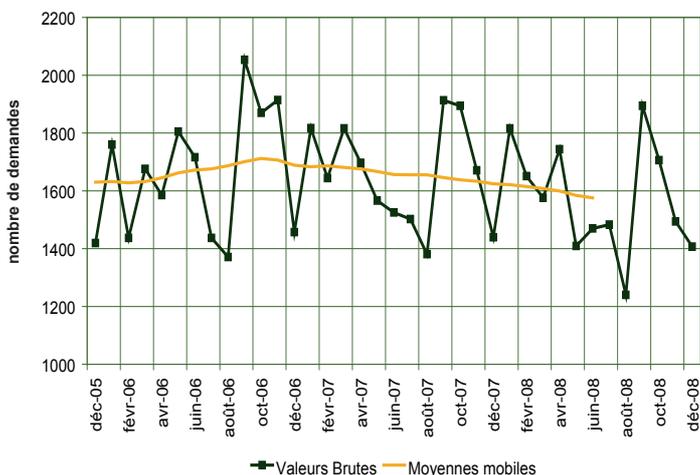
Source DRTEFP - Assedic
Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles)

2 Demandes d'emploi enregistrées (toutes catégories)



Source DRTEFP
Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'Anpe chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.) Cette statistique mesure un flux.

3 Demandes d'emploi sorties (toutes catégories)



Source DRTEFP
Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.) Il s'agit également d'une statistique de flux.

Violente poussée du chômage

Le département n'avait sans doute pas connu une telle hausse du chômage en un seul trimestre depuis très longtemps : **+ 10,9 % entre octobre et décembre en données corrigées** des variations saisonnières, représentant **près de 1 000 chômeurs supplémentaires**. Les évolutions sont **légèrement plus modérées** dans le Centre (+ 8,9 %) et la France (+ 8,0 %). En **données brutes** **1**, le Loir-et-Cher comptait **10 556 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 au 31 décembre ; **sur l'année, le chômage a augmenté de 18,1 %**, contre + 14,3 % pour la région et + 11,7 % pour la France métropolitaine.

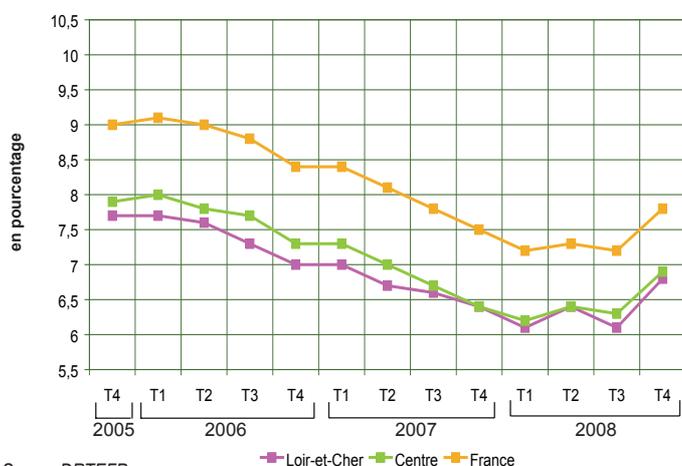
Les zones d'emploi de **Vendôme (+ 26,8 % en 2008)** et de **Blois (+ 20,1 %)** sont particulièrement touchées. Celle de **Romorantin**, moins atteinte pour l'instant, subit néanmoins une augmentation de **7,3 %**.

Le **différentiel d'évolution entre les sexes** est de plus en plus flagrant : **+ 30,6 % pour les hommes**, **+ 5,5 % pour les femmes**. Avec l'accélération de la hausse, la **structure par âge** a été modifiée. Désormais, ce sont **les plus jeunes qui paient le plus lourd tribut (+ 28,4 % en un an)** ; le bilan est également très négatif pour les 25-49 ans (+ 16,4 %). La brutale contraction du marché de l'emploi a inéluctablement des répercussions sur les rangs des **chômeurs de longue durée** (un an ou plus), qui se sont très nettement gonflés, **+ 18 %**. La crise qui affecte profondément l'industrie départementale se traduit par une **hausse sans précédent du nombre de demandeurs ouvriers qualifiés (+ 46 %)** ; les moins qualifiés sont également très concernés (**+ 28 % pour les OS et + 20 % pour les manœuvres**). Les cadres sont les seuls à être encore épargnés (**+ 0,7 %**).

Peu à peu, les **nouveaux demandeurs** se font plus nombreux. Les services de Pôle emploi en ont enregistré **5 685 au 4^{ème} trimestre** **2**, soit **9,5 % de plus** qu'à l'automne 2007. A noter que cette évolution est plus forte qu'au niveau régional (+ 7,6 %) ou national (+ 6,7 %). **L'augmentation la plus marquée concerne les fins de mission d'intérim (+ 42,5 %)**, ainsi que les **licenciements économiques (+ 35,1 %)**. Au cours de l'année 2008, le nombre **total** de nouvelles inscriptions (20 823) a été **supérieur de 3,6 %** à celui de 2007 (Centre : + 3,3 %, France : + 2,5 %).

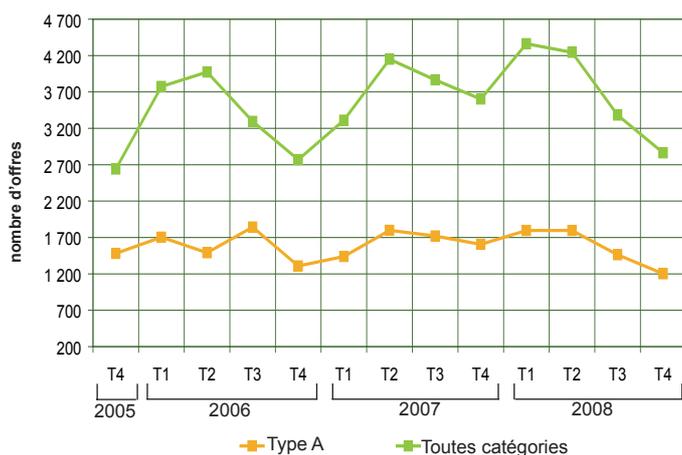
Emploi et marché du travail

4 Taux de chômage (nouvelle série corrigée)



Source DRTEFP

5 Offres d'emploi enregistrées



Source ANPE

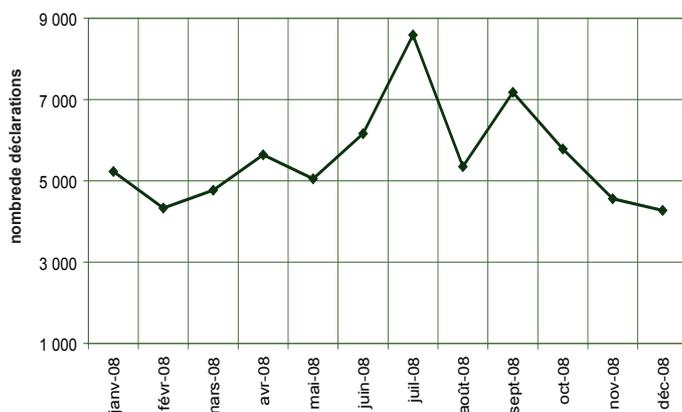
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

6 Déclarations préalables à l'embauche (Hors travail temporaire et agriculture)



Source Urssaf (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche

Parallèlement, les **sorties du chômage** **3** continuent à **se contracter**. Le Pôle emploi en a comptabilisé 4 607 au 4^{ème} trimestre, soit **7,9 % de moins** qu'à l'automne 2007. L'évolution est un peu plus accentuée dans les territoires de référence (autour de 9,5 %). Déjà pointées au trimestre précédent, les reprises d'emploi accentuent leur repli (- 15 %). Le **cumul 2008** s'inscrit en **baisse de 4,9 %** sur 2007.

Le **taux de chômage** **4**, stable jusqu'en septembre, a **brutalement bondi** au dernier trimestre (+ 0,7 point) pour s'établir à **6,8 % en Loir-et-Cher au 31 décembre**. Il est inférieur de très peu à la moyenne régionale (6,9 %), l'écart avec le taux national (7,8 %) ne variant que de façon infime. Le taux départemental a augmenté de 0,4 point en un an, un peu moins que pour la région (+ 0,5 point) et le pays (+ 0,6). Au sein des zones d'emploi, les taux se sont nettement rapprochés : **6,9 % pour le Blaisois** (+ 0,8 point en 3 mois) et le **Romorantinais** (+ 0,4), **6,6 % pour le Vendômois** (+ 0,5 point).

Nouveau recul de l'offre d'emploi

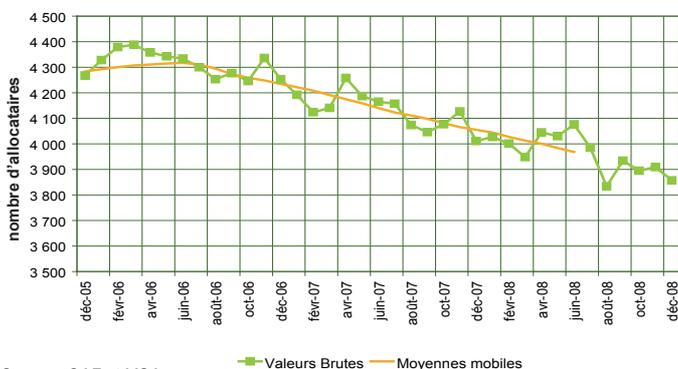
Les besoins de main d'œuvre des entreprises se sont très fortement contractés au cours du dernier trimestre. Le Pôle emploi a collecté **2 863 offres**, soit **20,5 % de moins** qu'entre octobre et décembre 2007. **5** Tous les types de postes sont concernés mais plus spécialement les emplois pérennes (- 25 %). L'évolution est également très marquée dans l'ensemble de la France mais beaucoup plus modérée dans le Centre (- 5 %, tous types d'offres confondus). Le **bilan global pour 2008** fait ressortir une **quasi stabilité** du total des offres d'emploi collectées en Loir-et-Cher (- 0,5 %).

Comme indiqué plus haut (cf. page 3), l'URSSAF a mis en place une **nouvelle série pour les déclarations d'embauche** non comparable aux données précédentes. **6** Hors agriculture et intérim, **14 617 déclarations** ont été enregistrées entre octobre et décembre. Ce volume est inférieur à celui des deux trimestres précédents mais il est du même ordre qu'au 1er trimestre.

6) Voir note n° 1 relative à la nouvelle série constituée.

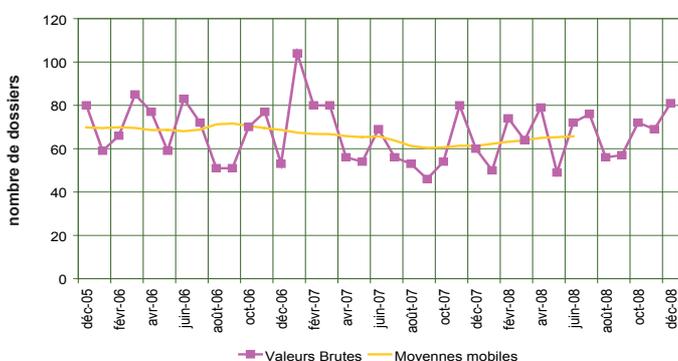
Conditions de vie

1 Revenu Minimum d'Insertion en Loir-et-Cher



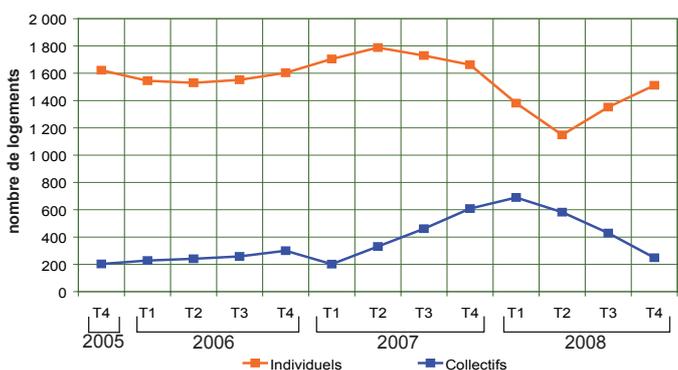
Sources CAF et MSA

2 Dossiers de surendettement déposés



Source secrétariat de la Commission de surendettement

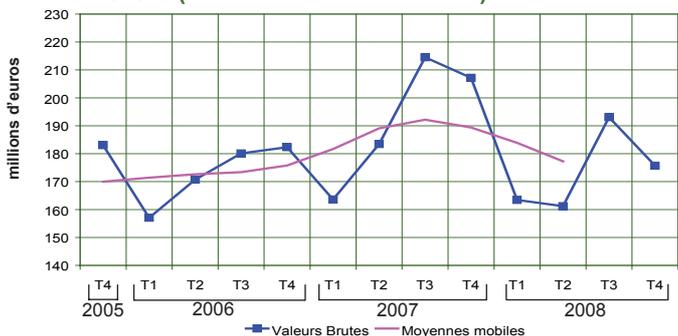
3 Logements commencés en Loir-et-Cher (cumul glissant sur 4 trimestres*)



Source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné

4 Evolution du marché immobilier dans l'ancien (montant des transactions)



Source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

Le nombre de bénéficiaires du RMI continue à décroître

Poursuivant sur la lancée de l'été, les rangs des allocataires du RMI **1** ont de nouveau diminué au dernier trimestre. Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte **3 857 bénéficiaires** payés ou suspendus, soit **2,0 % de moins en 3 mois**. L'année **2008** se solde par un recul des effectifs de **3,8 %**.

Rappelons que selon les analystes de la Banque de France le **surendettement** **2** doit être observé sur 6 mois, en raison de fortes fluctuations trimestrielles. En Loir-et-Cher, la Commission a reçu **411 nouveaux dossiers** entre juillet et décembre, soit **17,8 % de plus** qu'au second semestre 2007. Comme précédemment, l'évolution est plus accentuée que dans le Centre (+ 6,5 %) et en France (+ 7,2 %). Le **cumul 2008** apparaît cependant à **peine supérieur** à celui de 2007 dans notre département (+ **0,9 %**), alors qu'il augmente davantage dans les territoires de référence (respectivement + 1,6 % et + 3,1 % pour la région et le pays).

Très bonne tenue de la mise en chantier de logements individuels

Après un très bon 3^{ème} trimestre, la construction neuve a fait de nouveau preuve d'un **étonnant tonus entre octobre et décembre**, avec la mise en chantier de **572 logements**. Les **maisons individuelles** (535) sont à **leur plus haut niveau**, tandis que le collectif n'enregistre que 37 unités. L'évolution est similaire dans le Centre. La faiblesse de l'habitat collectif et les faibles volumes du 1^{er} semestre entraînent pour **2008 un repli de 22,5 %** par rapport au résultat, exceptionnel, de 2007 **3**, le total s'établit à **1 760 nouveaux logements**. En région la baisse est de 13,1 %. En Loir-et-Cher, l'activité pourrait rester bien orientée, les autorisations affichant une progression importante.

Le marché de l'**immobilier ancien** **4** se porte un peu moins bien. Le volume des transactions s'est replié à **176 M€** (- 9 % en trois mois) et se trouve **inférieur de 15,2 %** à celui de l'automne 2007. Le **cumul annuel pour 2008** (693 M€) traduit le marasme du marché avec une **baisse de 10 %**.

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général
 Directeur de la publication : Alain QUILLIOUT - Conception / réalisation : Observatoire
 Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950